

Perspectives

N°22/013 – 12 janvier 2022

ISRAËL – Un environnement porteur et une économie performante malgré la crise

Après une année difficile en 2020 en raison de la crise sanitaire qui avait provoqué une récession de 2,2%, le redressement de l'activité est assez spectaculaire en 2021, tiré par la consommation des ménages qui rebondit de plus de 10% et les investissements qui progressent de 8,7%. Au total, le PIB devrait progresser de 6,2% en 2021 et la croissance est attendue à 4,5% cette année par la plupart des instituts d'analyse. Israël est l'un des rares pays au monde à avoir effacé en moins de six mois les mauvaises performances de l'année 2020.

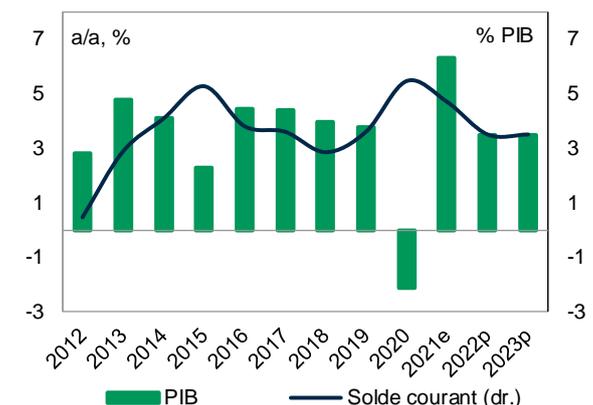
Cela est en grande partie dû aux performances intrinsèques de l'économie israélienne, mais aussi de la gestion rigoureuse de la crise sanitaire et du taux de vaccination assez élevé pratiqué dans le pays (63%). Début 2022, il est néanmoins confronté à sa cinquième vague de Covid-19 issue du variant Omicron et aussi en raison d'une vaccination qui plafonne, malgré les rappels tous les six mois. Les conséquences sont très contenues, compte tenu de l'absence de nouveaux confinements et de la létalité modérée de ce nouveau mutant.

La croissance économique reste très équilibrée avec des excédents courants réguliers qui ont même progressé à plus de 5% du PIB en 2020, en raison de la baisse des importations. Cette tendance est bien ancrée à moyen terme et ne devrait pas être remise en cause, compte tenu de la montée en charge de l'exploitation gazière qui soutient la hausse des exportations chaque année.

Des excédents courants de plus de 4% du PIB (soit plus de 20 milliards de dollars) sont envisageables de façon récurrente. À cela s'ajoutent les transferts de la diaspora et les investissements étrangers toujours vigoureux qui ont provoqué une forte hausse de 23% des réserves en devises à 213 milliards de dollars à fin 2021. Ceci représente l'équivalent très confortable de trente-et-un mois d'importations.

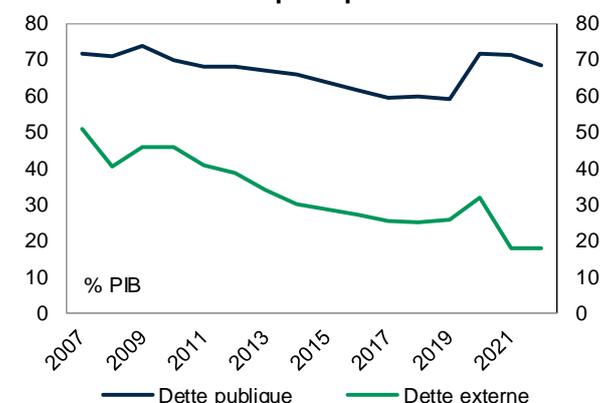
Par ailleurs, la dette externe est très contenue, estimée à 18% du PIB à fin 2021. Elle a fortement baissé depuis une quinzaine d'années et elle est désormais inférieure aux réserves en devises. Israël est donc un important créancier net sur les marchés de capitaux internationaux.

Israël : PIB et solde courant



Sources : Central bureau of statistics, Crédit Agricole S.A.

Israël : dettes publique et externe



Sources : EIU, Crédit agricole S.A.

Le principal risque macro-économique auquel est confronté le pays est lié à la surévaluation éventuelle du shekel, en raison de l'attrait pour l'économie israélienne provoquant la hausse des réserves. La politique monétaire est articulée pour éviter une surévaluation qui pourrait entraîner des pertes de compétitivité. La pression à la hausse de la monnaie ne devrait toutefois pas s'atténuer en raison des excédents courants futurs anticipés.

La crise a toutefois laissé des traces sur les finances publiques. L'État, après s'être désendetté pendant dix ans, a organisé un plan de soutien économique massif contre la crise Covid qui a fait dérapier le déficit budgétaire à plus de 11% du PIB en 2020 et encore 4,5% du PIB en 2021. La dette publique a donc augmenté à 72% du PIB à fin 2021 (+13% par rapport à 2019). Cette forte hausse reste toutefois dans la moyenne basse des pays dits « développés » et ne remet pas en cause la qualité du souverain. Elle devrait diminuer progressivement au cours des prochaines années.

Notre opinion – L'année économique 2022 s'annonce également sous de bons auspices. C'est notamment le cas de l'environnement géopolitique et des accords d'Abraham signés avec les Émirats, Bahreïn et le Maroc qui pourraient apporter un léger regain de croissance à la région.

Article publié le 7 janvier 2022 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
11/01/2022	Pologne – Une nouvelle année qui sera encore marquée par l'inflation	PECO
10/01/2022	Espagne – Scénario 2021-2023 : nouvel an, nouvelles incertitudes	Espagne
10/01/2022	Royaume-Uni – Des révisions significatives du PIB par l'ONS nous conduisent à réajuster nos prévisions	Royaume-Uni
07/01/2022	Monde - L'actualité de la semaine	Monde
07/01/2022	Allemagne – Scénario 2021-2023 : les hivers se succèdent mais ne se ressemblent pas...	Allemagne
07/01/2022	Kazakhstan – Où l'on se souvient du rôle stratégique de l'Asie centrale...	Asie centrale
06/01/2022	France – Scénario 2021-2023 : malgré les incertitudes, la reprise se confirme	France
05/01/2022	Marché immobilier de bureaux : impacts à venir du développement du télétravail	Sectoriel
21/12/2021	Brésil – La douloureuse mutation du « quoi qu'il en coûte »	Brésil
20/12/2021	Monde – Scénario macro-économique 2022-2023 : le pari d'une double normalisation	Monde

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application [Etudes ECO](#) disponible sur App store

Android : application [Etudes ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.